



Arrêt total et immédiat de la guerre génocidaire menée par Israël contre le peuple palestinien

Cela fait maintenant 8 mois que l'État d'Israël mène une guerre de destruction totale contre la population de Gaza, ses écoles, ses universités, ses hôpitaux, ses logements, ses infrastructures civiles. Cela fait 8 mois que les bombardements meurtriers tuent hommes, femmes et enfants, ciblent particulièrement les médecins et les journalistes, faisant 36.000 morts répertoriés dans les hôpitaux, 10.000 ensevelis sous les décombres, des dizaines de milliers de blessés sans espoir de recevoir les soins appropriés. Ce qui reste du système de santé est menacé d'effondrement, la population manque de tout, la famine s'installe et devient particulièrement aiguë dans le nord. Des milliers de Palestiniens de Gaza ont été enlevés et emmenés dans des centres de torture. Et la presse internationale est toujours interdite d'entrée par l'État d'Israël : un massacre à huis-clos qui ne peut être documenté que par ses victimes, qui nous alertent et nous pressent d'agir.

Depuis le 26 janvier, la Cour Internationale de Justice a pointé le caractère plausible d'un génocide en cours et ordonné à Israël d'y mettre fin. Et le 20 mai, le procureur de la Cour Pénale Internationale a requis la délivrance de mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens, et les dirigeants du Hamas, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Depuis le 6 mai, l'État d'Israël a entrepris d'attaquer la zone de Rafah, où un million et demi de personnes s'étaient réfugiées avec la promesse d'être à l'abri des attaques israéliennes. La Cour Internationale de Justice, par une nouvelle décision, a ordonné à Israël de mettre fin à ses opérations militaires à Rafah, et de se conformer à ses décisions précédentes. L'État d'Israël lui a répondu en intensifiant ses bombardements contre la population civile. Les images du bombardement du camp de déplacés de Barkasat, et de ses victimes au milieu des flammes, ont bouleversé le monde entier. Nous voyons de nouveau, ces déplacés partir sur les routes sans plus aucune perspective de sécurité nulle part.

En Cisjordanie dont Jérusalem-Est, les villes et camps de réfugiés sont régulièrement attaqués par l'armée et par les colons ; on compte maintenant plus de 500 Palestiniens tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre, La violence de l'armée et des colons se déchaîne contre les villages, les villes, les camps de réfugiés, et même à Ramallah dont un marché a été incendié. La colonisation et le nettoyage ethnique s'accroissent. Les arrestations sont massives, et on compte maintenant près de 10.000 prisonniers politiques palestiniens de Cisjordanie détenus dans des conditions épouvantables, dont plusieurs sont décédés. **Et en Israël même**, les Palestiniens sont arrêtés ou renvoyés de leur travail dès qu'ils évoquent les crimes commis par l'armée israélienne contre le peuple palestinien.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens dénonce cette guerre contre tout un peuple qui prolonge une politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années. Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre commis depuis le 7 octobre.

Comme une grande partie de la population en France et dans le monde, **nous sommes révoltés par cette guerre génocidaire contre le peuple palestinien**, par l'oppression subie par ce peuple, par le mépris affiché par Israël vis-à-vis du droit international et des droits humains, et par son impunité qui se prolonge. Nous nous sentons profondément atteints par cette mise en cause de notre humanité commune.

Nous sommes révoltés par les atteintes indignes à la liberté d'expression dans notre pays, les intimidations et condamnations d'élus, de militants et militantes syndicales, et d'étudiants. Ces pratiques font honte à notre pays, et celles et ceux qui les provoquent ou les encouragent devront un jour rendre des comptes. Nous saluons la force du mouvement étudiant et des revendications de la jeunesse de notre pays.

Nous renouvelons notre exigence d'un cessez-le-feu immédiat et durable, de l'arrêt des opérations militaires de l'armée israélienne, du retrait de ses troupes et de l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire dans la Bande de Gaza.

Nous exigeons que la France passe des paroles aux actes :

- L'arrêt de toute livraison d'armes ou de munitions vers Israël, et la suspension de toute coopération militaire et sécuritaire,
- Des sanctions, dont la suspension de l'Accord d'Association entre l'Union européenne et Israël, que la France doit maintenant exiger de l'Union européenne en application de l'article 2 de cet accord,
- La reconnaissance immédiate et sans condition de l'État de Palestine, comme viennent de le faire l'Espagne, l'Irlande et la Norvège dans le cadre du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Seul un cessez-le-feu permettra la libération des civils israéliens et binationaux enlevés le 7 octobre par les groupes armés palestiniens. Nous exigeons la libération des prisonniers politiques palestiniens, tous détenus au mépris du droit international, et rappelons que de nombreux dirigeants politiques palestiniens sont toujours détenus dans les prisons israéliennes.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination. Elle implique le démantèlement des colonies et la fin de l'occupation israélienne, ainsi que le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU, y compris la résolution 194 qui prévoit le droit au retour des réfugiés.

Rejoignez-nous dans les cortèges de solidarité avec la Palestine dans toute la France,

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des

Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) -Gauche démocratique et sociale (GDS) - La Confédération paysanne - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women’s International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l’Amitié entre les Peuples (MRAP) Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme – Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires

Avec le soutien de

Les Amis d'Alger Républicain